

À mon avis, cet examen fera ressortir en particulier que notre capacité collective d'améliorer nos programmes de développement dépend de façon critique des progrès que nous accomplirons dans le secteur commercial. Si nous voulons nous permettre des programmes élargis destinés à améliorer notre niveau de vie et à contribuer au développement à l'étranger, il nous faut relever notre rendement économique et devenir concurrentiels.

Nous devons mériter les ressources que nous voudrions consacrer à des fins altruistes. Nous devons nous concentrer sur les secteurs économiques dans lesquels nous avons les meilleures chances de réussir dans un monde de changements rapides et de concurrence féroce. Cela peut notamment nous amener, par le biais de l'ajustement structurel, à délaisser certains secteurs où les nations en développement ont plus d'atouts et, bien sûr, à résister au protectionnisme qui menace de plus en plus notre capacité à exporter.

De nombreux membres de la Ligue des femmes catholiques prennent part, individuellement et par l'intermédiaire de groupes locaux, à des activités importantes et utiles à l'étranger. J'espère que l'examen des relations extérieures - grâce au système des audiences publiques et à l'occasion qu'il donne à chacun d'être entendu - amènera les Canadiens à s'engager à titre collectif et non simplement individuel dans des dossiers comme l'aide au développement, le commerce et le financement international, et enfin la sécurité et la paix internationales, votre thème pour l'année 1984-1985. L'Église catholique, l'Église unie, les Églises anglicanes et autres Églises, ainsi que les nombreux organismes de bénévolat ont accompli un travail remarquable pour le Canada en ouvrant la voie et en instaurant la tradition du service personnel à l'étranger. Il fut un temps en effet où cette activité était considérée comme la simple expression d'une morale personnelle ou peut-être d'un sentiment humanitaire. À l'heure actuelle, notre activité dans le Tiers monde est véritablement une question de nationalisme et de survie.

En tant que ministre, j'ai beaucoup d'estime pour mes fonctionnaires aux Affaires extérieures. Je crois qu'ils sont très compétents, mais je n'ai pas l'intention de confier la question de notre politique étrangère à eux seuls, ni même d'ailleurs aux seuls partis politiques, aux seules organisations non gouvernementales ou aux seuls évêques. J'estime en effet que si nous voulons effectuer les changements en faveur desquels les Canadiens se sont prononcés il y a de cela huit mois, nous devons le faire par un effort collectif. Dans cette optique, nous devons